

## Les acquis en renforcement de capacités pour le plaidoyer (modèle organisationnel coalition)

Le renforcement des capacités à travers le développement organisationnel et institutionnel est un axe d'intervention clé du Projet Dialogue en gestion intégrée des risques. Il s'est opéré à travers un processus graduel et inclusif d'inventaire, d'organisation/structuration des usagers de la base vers les autres niveaux avec les usagers au coeur du processus. L'inventaire a porté sur la cartographie des organisations existantes au niveau des différents villages des communes d'intervention. Cet inventaire a révélé entre autres un foisonnement d'organisations communautaires peu ou pas du tout fonctionnelles et très peu connectées les unes aux autres y compris celles évoluant dans le même secteur, une faible prise en compte du genre.

La validation de la cartographie en Assemblée Générale villageoise et les sensibilisations autour menées par l'équipe PFR dans les communes de Baye, Ouenkoro et Sokoura ont développé la conviction et la nécessité chez les usagers d'assurer une meilleure structuration et une connexion sectorielle où toutes les organisations du même secteur se mettent ensemble pour constituer une force collective avec un objectif commun plus à même de défendre les intérêts du secteur et les droits des membres en s'érigeant en force collective. Cette dynamique a donné naissance au premier pallier de la dynamique organisationnelle à travers la mise en place des **unions** par secteur qui fédèrent toutes les associations/organisations formelles ou non du même secteur.

L'approfondissement de la réflexion avec les usagers leur a permis de se rendre compte du besoin d'aller vers un niveau plus intégré qui garantisse le développement de mécanismes de gestion concertés à travers des règles consensuelles tenant compte des intérêts de tous les secteurs, ce que n'offre pas le niveau union beaucoup plus sectorielle. Cela s'est soldé par le développement du deuxième niveau organisationnel à savoir **la coalition communale** au niveau de chaque commune où les unions ont fédéré pour donner naissance aux coalitions communales composées des représentants des différentes unions.

Cette dimension coalition communale offrait l'avantage d'avoir les différents secteurs représentés au sein de la même entité et favoriser la concertation entre les acteurs à la place de la compétition par le renforcement de concertation qui a grandement contribué à la réduction des conflits et le renforcement de la cohésion sociale. Ce niveau était important mais comportait une limite du point de vue territorial. En effet, la coalition communale n'est compétente que pour les questions d'envergure communale donc pas les questions concernant ou à cheval entre deux ou plusieurs communes. Ce qui permettait difficilement son efficacité sur les ressources à cheval entre deux ou plusieurs communes ou les questions engageant deux ou plusieurs communes. Aussi certaines décisions sont prises au delà de l'espace communal et pour les influencer, il est nécessaire pour les usagers d'assurer leur présence à ce niveau. C'est ce qui a conduit à la réflexion sur un troisième niveau qui correspond au niveau local/cercle.

Le troisième niveau du modèle organisationnel est le niveau local (cercle) à travers la mise en place de la **coalition locale**. Le rationnel derrière était le besoin d'aller au delà de la dimension commune pour permettre aux usagers de pouvoir intervenir sur les questions d'envergure local et au delà d'une seule commune.

La dernière étape de la pyramide organisationnelle est le niveau régional à travers la mise en place de la coalition régionale. La structuration jusqu'au niveau régional visait à accroître les capacités opérationnelles et d'influence des usagers sur des questions stratégiques au niveau régional. L'équipe a assuré un meilleur arrimage du modèle organisationnel des usagers sur le

schema de la decentralization au Mali en assurant la presence des usagers structures au niveau de chaque echelon et assurer du coup l'implication des usagers à toutes les phases et spheres de planification du développement local pour assurer la prise en compte de leurs préoccupations dans les différents plans (PDSEC/PAI, SRAT<sup>1</sup> etc.). Le processus d'accompagnement a permis de developper avec les usagers les cahiers de charge pour chaque niveau ainsi que les dynamiques fonctionnelles entre les différents niveaux pour circonscrire les risques de conflit de competence/confusion des rôles. Ces différents niveaux de coalition ont été renforcés à se doter de la reconnaissance officielle à travers l'obtention de recepissé et leur insertion au journal officiel du Mali. D'un point de vue méthodologique, l'équipe a développé toute cette demarche sur la base d'une démarche de gestion concertée developpé par CARE dans le cadre du Projet Puits pour la Paix et l'a expérimenté au niveau de Bankass, tirer les leçons avant l'extension aux autres bassins du Niger et du Sénégal pour garantir des résultats plus durables. Au total 17 coalitions communales fonctionnelles ont été mises en place, Quatre coalitions cercles et 02 coalitions regionals dans les regions de Mopti et Kayes.

---

<sup>1</sup> PDSEC : Plan de développement, économique, social et culturel (niveau commune), SRAT : Schéma Régional d'aménagement niveau région et PAI : Plan annuel d'investissement